

C. DEMANDE D'UNE SUBVENTION POUR UN ACCORD DE COOPERATION TEMPORAIRE

Le projet a trait à :

- la pêche d'espèces explorées
 - le traitement et/ou la vente de produits de pêche
 - le transfert de savoir-faire ou de technologie sur le plan des activités de pêche effectuées
- (biffez la mention inutile et donnez une description succincte)

D. DEMANDE D'UNE SUBVENTION POUR UNE SOCIETE MIXTE

L'état où la société mixte sera établie et vers lequel le bateau est définitivement exporté :

PARTIE 4**DECLARATION**

J'affirme sur mon honneur que cette déclaration est sincère et complète

Je m'engage à fournir toute information et tout document supplémentaire à chaque demande du ministère de la Communauté flamande.

J'ai pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 relatif à l'aide à la pêche maritime et à l'aquiculture et de l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 en exécution de ce dernier.

Date postale de la demande :

Signature du(des) demandeur(s) :

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 94 — 2639

[C — 27549]

15 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'avère urgent, vu le contexte économique actuel, de mettre en œuvre les mesures instituées par le décret susvisé et impérieux de communiquer sans retard aux entreprises concernées les modalités d'exécution prises afin de leur permettre de finaliser leurs projets de développement et recruter les chômeurs visés dans les meilleurs délais;

Considérant que l'article 3, alinéa 3, du décret impose au Gouvernement de prendre sa décision motivée exclusivement en considération des principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emplois;

Que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 32.2, 32.4 et 32.7 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, a déjà fait application de ces mêmes critères pour l'exclusion de certains secteurs ou branches d'activités;

Que dans un souci de cohérence, il convient de s'y référer;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « le décret », le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

2° « le Ministre », le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

3° « l'Administration », la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° « le Forem », l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° « le code NACE », le code institué par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes, tel que modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993.

Art. 2. Au sens de l'article 2 du décret, il faut entendre par :

1° « sociétés publiques de participation », les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société nationale d'investissement, la Société régionale d'investissement de Wallonie, la Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, la Société régionale d'investissement de Bruxelles-Capitale et leurs filiales;

2° « entreprises de capital à risque », les sociétés d'investissement qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou de quasi fonds propres et notamment sous forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

3° « investisseurs institutionnels », les banques, compagnies d'assurances et fonds de placement à condition qu'ils ne détiennent pas plus de 49 % du capital social de l'entreprise visée à l'article 2 du décret.

CHAPITRE II. — *Entreprises exclus*

Art. 3. Il faut entendre par activités exclues en vertu de l'article 3, alinéa 2, du décret :

1° au point 1° de cet alinéa, les activités reprises aux classes 65.11 à 70.32 du code NACE;

2° au point 2° de cet alinéa, les activités reprises aux classes 10.10 à 10.30, 11.10, 12.00, 23.30, 40.10 à 40.30 et 41.00 du code NACE;

3° au point 3° de cet alinéa, les activités reprises aux classes 80.10 à 80.42 du code NACE ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient;

4° au point 4° de cet alinéa, les activités reprises aux classes 85.11 à 85.32 de code NACE, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire;

5° au point 5° de cet alinéa, les activités reprises aux classes 92.11 à 92.72 du code NACE, à l'exception des parcs d'attraction, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques.

Art. 4. Sont par ailleurs exclues du bénéfice du décret, les activités de services aux particuliers telles que :

1° les activités d'intermédiaires du commerce en gros visées aux classes 51.11 à 51.19 du code NACE ainsi que le commerce de détail visé aux classes 50.10 à 50.50 et 52.11 à 52.74 du code NACE, à l'exception des activités de production et de transformation;

2° le secteur de la grande distribution à l'exception des centres de distribution;

3° les campings, restaurants, débits de boissons, cantines visés aux classes 55.21 à 55.52 du code NACE;

4° la location de biens mobiliers visée aux classes 71.10 à 71.40 du code NACE;

5° les entreprises d'exploitation de parkings;

6° les agences de voyage visées à la classe 63.30 du code NACE;

7° le transport de passagers, régulier ou non, repris aux classes 60.21 à 60.23 du code NACE;

8° les services personnels repris aux classes 93.01 à 93.05 du code NACE et domestiques visés à la classe 95.00 du code NACE ainsi que les garderies d'enfants, les pensions pour animaux et tout ce qui a trait aux animaux de compagnie.

CHAPITRE III. — *Montant de la subvention*

Art. 5. Pour l'application de l'article 11 du décret, la rémunération annuelle allouée par fonction est celle applicable aux agents des Services du Gouvernement.

La rémunération annuelle considérée est celle correspondant à l'échelle de traitements en vigueur au jour de l'engagement en ce compris les augmentations barémiques. Il est tenu compte de l'ancienneté pecuniaire, pour le calcul de la rémunération de départ, acquise par le travailleur dans le cadre d'un projet de développement.

Art. 6. Les cotisations sociales à inclure dans la base de calcul de la subvention, visée à l'article 11 du décret, sont les suivantes :

1° les cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

2° les cotisations capitatives à charge des employeurs occupant des travailleurs à temps partiel involontaires, instaurées en vertu des articles 103 à 107 de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

CHAPITRE IV. — *Instruction de la demande*

Art. 7. L'entreprise introduit sa demande, en trois exemplaires auprès de l'Administration, au moyen d'un formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre.

Art. 8. § 1er. La demande mentionne notamment :

1° l'identité et le domicile du demandeur ou la raison et le siège social de l'entreprise;

2° le montant du chiffre d'affaires et le total du bilan de l'exercice précédant la demande ou, le cas échéant, tels qu'ils résultent des derniers comptes annuels disponibles;

3° le nombre de travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'entreprise, au jour de la demande;

4° le numéro de code NACE correspondant à son secteur d'activités.

§ 2. La demande contient la description du projet de développement et indique notamment, l'objectif visé, les moyens humains, matériels et financiers à y affecter par l'entreprise, le programme et les délais d'exécution, ainsi que l'assistance éventuelle d'un organisme tiers.

§ 3. La demande précise et justifie le nombre et la fonction des travailleurs à engager.

§ 4. La demande contient l'évaluation du coût du projet, conformément à l'article 15 du décret.

Art. 9. Sont jointes à la demande, en trois exemplaires :

1° une copie des derniers comptes annuels disponibles à moins que l'entreprise ne compte pas encore un exercice d'activités auquel cas une copie des budgets prévisionnels;

2° une copie de la dernière déclaration à l'Office national de Sécurité sociale ou une attestation du secrétariat social établissant le nombre de travailleurs occupés, calculé en équivalents temps plein;

3° une déclaration sur l'honneur indiquant que l'entreprise satisfait aux obligations prévues à l'article 4 du décret et, le cas échéant, la copie de la décision de l'administration compétente octroyant des délais à l'entreprise.

En outre, si l'entreprise est une personne morale, elle joint la copie de ses statuts ainsi que des actes modificatifs et, si ceux-ci font apparaître que le capital appartient pour plus de 25 % à une ou plusieurs entreprises, autres que des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels n'exerçant aucun contrôle, le dernier bilan et le dernier compte de résultats de ces entreprises et l'attestation de leur secrétariat social ou le cas échéant, la déclaration à l'Office national de Sécurité sociale établissant le nombre de leurs travailleurs occupés, calculé en équivalents temps plein.

L'entreprise peut joindre à son dossier toute étude, analyse ou tout plan, réalisé par un organisme tiers, notamment d'assistance ou de consultance, et destiné à démontrer l'intérêt du projet.

Art. 10. La demande et les pièces jointes sont introduites à l'Administration, par envoi recommandé avec accusé de réception, ou déposées contre récépissé.

La date de l'accusé de réception ou du récépissé constitue la date d'introduction de la demande.

Art. 11. Si la demande ou le dossier sont incomplets, l'Administration en avise l'entreprise dans les quinze jours, en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'article 13 jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants, qu'elle précise.

L'entreprise introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

Art. 12. Si l'Administration estime que l'évaluation du projet nécessite une instruction plus circonstanciée, elle sollicite, dans les deux semaines de l'introduction de la demande, l'avis technique de services relevant de l'Administration ou d'autres directions générales du Ministère de la Région wallonne.

Elle transmet alors une copie de la demande et du dossier; elle en avertit l'entreprise le jour même.

L'avis technique est rendu dans les six semaines. Passé ce délai, il est réputé favorable.

Art. 13. L'Administration transmet le dossier et son rapport au Ministre dans les deux mois de l'introduction de la demande, ou dans les trois mois si un avis technique a été sollicité.

Art. 14. Le Ministre communique sa décision à l'Administration qui la notifie, dans un délai de quinze jours à dater de sa réception, simultanément à l'Administration, à l'administration centrale du Forem et à l'entreprise.

CHAPITRE V. — Engagement des travailleurs

Art. 15. L'entreprise engage les travailleurs dans les six mois de la notification de la décision par l'Administration.

A défaut, l'entreprise perd le droit à la subvention.

Art. 16. § 1er. L'engagement des travailleurs ne peut en aucun cas se faire sans l'accord du directeur de la Direction subrégionale dont dépendent les travailleurs.

Le Forem vérifie que les travailleurs disposent des titres requis et répondent aux conditions de l'article 6 et éventuellement de l'article 16 du décret.

§ 2. Après l'engagement, l'entreprise adresse au Forem copie du contrat de travail.

Le Forem adresse copie du contrat de travail ainsi que des diplômes à l'Administration.

Dans le mois de l'engagement, le Forem procède au calcul de la subvention détaillée pour chaque travailleur et en adresse le décompte à l'Administration et à l'entreprise.

Art. 17. Lors du départ d'un travailleur, l'entreprise en avise le Forem et l'Administration sans délai et pourvoit à son remplacement, conformément à l'article 16, dans un délai n'excédant pas trois mois.

A défaut, le bénéfice de la subvention est perdu pour ce qui concerne la fonction de ce travailleur.

CHAPITRE VI. — Liquidation de la subvention

Art. 18. L'entreprise adresse au Forem un état de prestations, dont le Forem détermine le modèle. Elle communique cet état de prestations dans un délai de trois mois à dater du mois presté par le travailleur, sous peine de perdre le bénéfice du droit à la subvention y afférente.

Le Forem liquide la partie de la subvention correspondante à l'état de prestations dans le mois de la réception de celui-ci.

Art. 19. A l'issue de chaque semestre civil qui suit la date d'engagement du premier travailleur, l'entreprise adresse à l'Administration un état d'avancement du programme.

CHAPITRE VII. — Demande de complément

Art. 20. La demande de complément de subvention, visée à l'article 12 du décret, est introduite entre le sixième et le quatrième mois qui précède le terme du projet.

Les articles 7 à 14 sont applicables à cette demande.

En outre, l'entreprise joint à la demande :

1° le bilan du projet;

2° un rapport justifiant les raisons pour lesquelles le projet ne pourra pas être terminé dans les délais prévus, l'opportunité de sa poursuite et la nécessité de la subvention pour y parvenir.

CHAPITRE VIII. — Contrôle et sanctions

Art. 21. Le Ministre désigne au sein de l'Administration, les fonctionnaires qui surveillent et contrôlent l'application du décret et du présent arrêté.

S'il y a lieu, ils sollicitent l'avis technique d'autres directions générales du Ministère de la Région wallonne.

Art. 22. Si l'entreprise ne respecte pas les conditions fixées par le décret, le présent arrêté ou la convention de subvention, le Ministre peut suspendre, éteindre ou rapporter le droit à la subvention à dater de la réception de la lettre recommandée.

Au préalable, l'Administration adresse à l'entreprise, par lettre recommandée, un avertissement, l'invitant à faire part de ses observations et moyens dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

A leur demande, le responsable de l'entreprise, ou son mandataire, peuvent être entendus dans le même délai.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 23. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1er octobre 1994.

Art. 24. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2639

[C — 27549]

15. SEPTEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden

Aufgrund des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, daß wegen der aktuellen Wirtschaftsverhältnisse eine dringende Durchführung der vom vorgenannten Dekret eingeführten Maßnahmen erforderlich ist, und daß es ebenfalls unentbehrlich ist, den betroffenen Betrieben die beschlossenen Ausführungsmodalitäten unmittelbar mitzuteilen, damit sie ihre Entwicklungsprojekte abschließen und die betroffenen Arbeitslosen sobald wie möglich einstellen können;

In Erwägung der Tatsache, daß Artikel 3, Absatz 3 des Dekrets die Regierung verpflichtet, eine Entscheidung zu treffen, die ausschließlich durch die Prinzipien und Zielsetzungen der nachhaltigen Entwicklung oder die Beschaffung von Arbeitsplätzen zu begründen ist;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4 und 32.7 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung, diese selben Kriterien schon benutzt hat, um bestimmte Sektoren oder Tätigkeitsbereiche auszuschließen;

In der Erwägung, daß man sich aus Kohärenzgründen darauf beziehen sollte;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° « Dekret »: das Dekret vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden;

2° « Minister »: den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3° « Verwaltung »: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° « Forem »: das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

5° « NACE-Verzeichnis »: das von der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 eingeführte Verzeichnis betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, in seiner durch die Verordnung (EWG) Nr. 781/93 der Kommission vom 24. März 1993 abgeänderten Fassung;

Art. 2. Im Sinne des Artikels 2 des Dekrets versteht man unter:

1° « öffentlichen Beteiligungsunternehmen »: die öffentlichen Investierungsgesellschaften, nämlich die « Société nationale d'investissement » (Nationale Investierungsgesellschaft), die « Société régionale d'investissement de Wallonie » (Regionale Investierungsgesellschaft für die Wallonie), die « Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen » (Regionale Investierungsgesellschaft für Flandern), die « Société régionale d'investissement de Bruxelles-Capitale » (Regionale Investierungsgesellschaft für Brüssel-Hauptstadt) und deren Tochtergesellschaften;

2° « Risikokapitalgesellschaften »: die Investierungsgesellschaften, die den Betrieben Geldmittel zur Verfügung stellen, die unter der Form von eigenen oder fast eigenen Geldern investiert werden, insbesondere unter der Form von einer Beteiligung oder nachrangigen Anleihen, unabhängig von dem betroffenen Betrag;

3° « institutionelle Investoren »: die Banken, Versicherungsgesellschaften und Anlagefonds, soweit sie nicht mehr als 49 % des Gesellschaftskapitals des in Artikel 2 des Dekrets gemeinten Unternehmens besitzen.

KAPITEL II. — Ausgeschlossene Unternehmen

Art. 3. Unter ausgeschlossenen Bereichen nach Artikel 3, Absatz 2 des Dekrets versteht man:

1° in Pos. 1° dieses Absatzes: die in den Klassen 65.11 bis 70.32 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

2° in Pos. 2° dieses Absatzes: die in den Klassen 10.10 bis 10.30, 11.10, 12.00, 23.30, 40.10 bis 40.30 und 41.00 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige;

3° in Pos. 3° dieses Absatzes: die in den Klassen 80.10 bis 80.42 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige, sowie alle Unternehmen, deren Tätigkeit in der Erteilung von irgendwelchen Ausbildungskursen oder in der Veranstaltung von Seminaren jeder Art besteht;

4° in Pos. 4° dieses Absatzes: die in den Klassen 85.11 bis 85.32 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige, sowie alle Laboratorien für medizinische Analysen, Erholungs- oder Altersheime und medizinische Berufe wie Berufe im Bereich der Apothekenhilfe, Audiologie, Ernährungslehre, Ergotherapie, medizinischen Abbildungstechnik, Heilgymnastik und Physiotherapie, Logopädie, Orthetik, Verbandkunde und Prothetik, Optometrie und Optik, Orthoptik, Fußkunde und Zahnprothesen;

5° in Pos. 5° dieses Absatzes: die in den Klassen 92.11 bis 92.72 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige, mit Ausnahme der Vergnügungsparks, der Feriendörfer und der Nutzung von touristischen Sehenswürdigkeiten.

Art. 4. Ferner werden die vom Dekret vorgesehenen Beihilfen nicht gewährt für die Dienstleistungen an Privatpersonen,

wie:

1° die in den Klassen 51.11 bis 51.19 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweige der Großhandelsvermittlung, sowie den in den Klassen 50.10 bis 50.50 und 52.11 bis 52.74 des NACE-Verzeichnisses aufgeführten Zweig des Einzelhandels, mit Ausnahme der Produktions- und Verarbeitungsleistungen;

2° den Zweig des Großvertriebs mit Ausnahme der Vertriebszentren;

3° die Campingplätze, Restaurants, Schankwirtschaften, Kantinen (Klassen 55.21 bis 55.52 des NACE-Verzeichnisses);

4° die Vermietung beweglicher Güter (Klassen 71.10 bis 71.40 des NACE-Verzeichnisses);

5° die Unternehmen, die Parkplätze bzw. -häuser betreiben;

6° die Reisebüros (Klasse 63.30 des NACE-Verzeichnisses);

7° die Personenbeförderung, im Linienverkehr oder nicht (Klassen 60.21 bis 60.23 des NACE-Verzeichnisses);

8° die Dienstleistungen an Privatpersonen, die in der Klasse 93.01 bis 93.05 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind, und die häuslichen Dienstleistungen, die in der Klasse 95.00 des NACE-Verzeichnisses aufgeführt sind, sowie die Kindertagesstätten, die Tierheime und alles, was Hobbytiere betrifft.

KAPITEL III. — Höhe der Subvention

Art. 5. Für die Anwendung des Artikels 11 des Dekrets entspricht die pro Amt gewährte jährliche Entlohnung derjenigen, die den Bediensteten der Regierungsdienste gezahlt wird.

Die berücksichtigte jährliche Entlohnung ist diejenige, die der am Tage der Einstellung gültigen Gehaltsstufe entspricht, einschließlich der Lohntabellenerhöhungen. Für die Berechnung der dem Arbeiter auszahlenden Anfangsentlohnung wird die vom Arbeiter im Rahmen eines Entwicklungsprojektes erworbene goldliche Dienstalterstufe berücksichtigt.

Art. 6. Die Sozialversicherungsbeiträge, die in die Berechnungsgrundlage der in Artikel 11 des Dekrets gemeinten Subvention mit einbezogen werden müssen, sind folgende:

1° Die Arbeitgeberbeiträge zur Sozialversicherung, die in Art. 38, §§ 3 und 3bis des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festsetzung der allgemeinen Prinzipien der Sozialversicherung für Lohnempfänger erwähnt sind;

2° Die gemäß der Artikel 103 bis 107 des Gesetzes vom 26. Juni 1992 zur Einführung von sozialen und sonstigen Bestimmungen erhöhten kopfsteuerlichen Beiträge zu Lasten von den Arbeitgebern, die ungewollte Teilzeitarbeiter beschäftigen.

KAPITEL IV. — Beantragung

Art. 7. Die Unternehmen reichen ihre Anträge in dreifacher Ausfertigung bei der Verwaltung ein, anhand eines Formulars, dessen Muster vom Minister festgelegt wird.

Art. 8. § 1. Dieser Antrag muß insbesondere folgende Angaben enthalten:

1° die Identität und der Wohnsitz des Antragstellers, oder der Firmenname und Gesellschaftssitz, wenn es sich um ein Unternehmen handelt;

2° der Umsatz und die Bilanzsumme von dem Rechnungsjahr vor dem Antragsdatum oder gegebenenfalls sowie diese Zahlen sich aus der letzten verfügbaren Jahresabrechnung ergeben;

3° die Anzahl der am Tage des Antrags beim Landesamt für soziale Sicherheit eingetragenen, vom Unternehmen beschäftigten Arbeitnehmer, umgerechnet in Vollzeitarbeitsstellen;

4° die dem Tätigkeitszweig des Unternehmens entsprechende Kodenummer im NACE-Verzeichnis.

§ 2. Der Antrag beinhaltet eine Beschreibung des Entwicklungsprojektes und erwähnt insbesondere das verfolgte Ziel, die hierzu durch das Unternehmen einzusetzenden menschlichen, materiellen und finanziellen Mittel, das Ausführungsprogramm mit den jeweiligen Fristen, sowie die eventuelle Assistenz durch eine dritte Anstalt.

§ 3. Der Antrag erwähnt und rechtfertigt die Anzahl und die Tätigkeit der einzustellenden Arbeiter.

§ 4. Der Antrag beinhaltet die Kosteneinschätzung des Projektes, nach Artikel 15 des Dekrets.

Art. 9. Dem Antrag werden folgende Unterlagen in dreifacher Ausfertigung beigelegt:

1° eine Kopie der letzten verfügbaren Jahresabrechnung, es sei denn, das Unternehmen wäre noch nicht ein Jahr alt, in welchem Falle die Jahresabrechnung durch eine Kopie des Haushaltsvoranschlags ersetzt wird;

2° eine Kopie der letzten Erklärung an das Landesamt für soziale Sicherheit oder ein Attest des Sozialsekretariats, welches die in Vollzeitarbeitsstellen umgerechnete Anzahl der beschäftigten Arbeiter bestätigt;

3° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Festlegung der Tatsache, daß das Unternehmen die in Artikel 4 des Dekrets vorgesehenen Verpflichtungen erfüllt, und gegebenenfalls die Kopie der Entscheidung der zuständigen Behörde, die dem Unternehmen eine zusätzliche Frist gewährt, um diese Verpflichtungen zu erfüllen.

Wenn das Unternehmen darüber hinaus eine juristische Person ist, fügt sie ferner die Kopie ihrer Satzungen sowie der abändernden Urkunden hinzu. Wenn hieraus hervorkommt, daß mehr als 25 % des Kapitals einem oder mehreren Unternehmen gehört, die weder öffentliche Beteiligungsunternehmen, noch Risikokapitalgesellschaften, noch institutionelle Investoren, die keine Kontrolle ausüben, sind, fügt der Antragsteller eine Kopie der letzten Bilanz und der letzten Jahresabrechnungen dieser Unternehmen und das Attest ihres Sozialsekretariats bei, oder gegebenenfalls die Erklärung an das Landesamt für soziale Sicherheit zur Feststellung der in Vollzeitarbeitsstellen umgerechneten Anzahl der beschäftigten Arbeiter.

Ihren Antragsunterlagen kann das Unternehmen jegliche von einer dritten Anstalt, insbesondere einer Assistenz- oder ratgebenden Anstalt, ausgeführten Studie, Analyse oder Planung beifügen, die dazu dient, das Interesse des Projektes nachzuweisen.

Art. 10. Der Antrag und die anliegenden Unterlagen werden der Verwaltung per Einschreiben mit Empfangsbestätigung zugesandt, oder bei der Verwaltung gegen Übergabe einer Empfangsbestätigung abgegeben.

Das auf der Empfangsbestätigung vorkommende Datum gilt als Datum der Einreichung des Antrags.

Art. 11. Wenn der Antrag oder die dazugehörenden Unterlagen unvollständig sind, wird das Unternehmen hierüber innerhalb von vierzehn Tagen durch die Verwaltung informiert. Die Verwaltung teilt dem Unternehmen hierbei ebenfalls mit, daß die in Artikel 13 vorgesehene Frist bis zum Empfang der fehlenden Unterlagen oder Informationen, welche sie präzisiert, hinausgeschoben wird.

Das Unternehmen reicht diese Unterlagen und Informationen auf dieselbe Weise wie den Antrag ein.

Art. 12. Wenn die Verwaltung der Meinung ist, daß die Beurteilung des Projektes eine eingehendere Untersuchung erfordert, bittet sie innerhalb von zwei Wochen nach der Einreichung des Antrags um ein technisches Gutachten von Diensten, die der Verwaltung oder anderen Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region unterstehen.

Sie übermittelt dann der betroffenen Dienststelle eine Kopie des Antrags und der beigefügten Unterlagen und benachrichtigt das Unternehmen am selben Tag.

Das technische Gutachten muß innerhalb von sechs Wochen abgegeben werden. Wenn nach Ablauf dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde, wird von einer positiven Antwort ausgegangen.

Art. 13. Die Verwaltung übermittelt die Unterlagen und ihren Bericht an den Minister innerhalb von zwei Monaten nach dem Einreichen des Antrags, oder innerhalb von drei Monaten wenn ein technisches Gutachten gefragt wurde.

Art. 14. Der Minister teilt dann seinen Entschluß der Verwaltung mit, welche die Zentralverwaltung des Forem und das Unternehmen innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Eingang des ministerialen Bescheids gleichzeitig benachrichtigt.

KAPITEL V. — *Einstellung der Arbeitnehmer*

Art. 15. Das Unternehmen stellt die Arbeiter innerhalb von sechs Monaten nach der Notifizierung der Entscheidung durch die Verwaltung ein. Mangels dessen verliert das Unternehmen das Recht auf die Subvention.

Art. 16. § 1. Die Einstellung der Arbeiter darf auf keinen Fall ohne das Einverständnis des Direktors der subregionalen Direktion, von der die Arbeiter abhängen, erfolgen.

Das Forem überprüft, ob die Arbeiter über die erforderliche Befähigung verfügen und den Bedingungen des Artikels 6 und eventuell des Artikels 16 des Dekrets entsprechen.

§ 2. Nach der Einstellung übermittelt das Unternehmen dem Forem eine Kopie des Arbeitsvertrags.

Das Forem übermittelt dann der Verwaltung die Kopie des Arbeitsvertrags und der Diplome.

Innerhalb des ersten Monats nach der Einstellung berechnet das Forem die für jeden Arbeiter detaillierte Subvention; eine Kopie dieser Berechnungsunterlagen wird der Verwaltung und dem Unternehmen zugeschickt.

Art. 17. Falls ein Arbeiter das Unternehmen verläßt, muß das Unternehmen das Forem und die Verwaltung hierüber unmittelbar benachrichtigen. Das Unternehmen sorgt für dessen Ersatz gemäß Artikel 16 innerhalb einer maximalen Frist von drei Monaten.

Mangels dessen wird der Vorteil der Subvention für die von diesem Arbeiter eingenommenen Funktion verloren.

KAPITEL VI. — *Auszahlung der Subvention*

Art. 18. Das Unternehmen übermittelt dem Forem eine Aufstellung der geleisteten Arbeitsstunden. Das Musterformular für diese Aufstellung wird vom Forem bestimmt. Diese Aufstellung der geleisteten Arbeitsstunden muß dem Forem innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem vom Arbeiter geleisteten Monat zukommen. Mangels dessen verliert das Unternehmen das Recht auf die entsprechende Subvention.

Das Forem zahlt den dieser Leistungsaufstellung entsprechenden Teil der Subvention innerhalb eines Monats nach deren Eingang beim Forem, aus.

Art. 19. Am Ende jedes Kalendersemesters nach dem Einstellungsdatum des ersten Arbeiters übermittelt das Unternehmen der Verwaltung einen Bericht über den Fortschrittszustand des Programms.

KAPITEL VII. — *Antrag auf einen zusätzlichen Zuschuß*

Art. 20. Der in Artikel 12 des Dekrets erwähnte Antrag auf einen zusätzlichen Zuschuß wird zwischen dem sechsten und vierten Monat vor dem Ende des Projektes eingereicht.

Die Artikel 7 bis 14 kommen für diesen Antrag zur Anwendung.

Darüber hinaus fügt das Unternehmen dem Antrag folgende Unterlagen bei:

1° die Projektbilanz;

2° einen Bericht zur Rechtfertigung der Gründe, weshalb das Projekt nicht innerhalb der vorgesehenen Termine beendet werden kann, es jedoch weitergeführt werden soll und der Zuschuß hierzu erforderlich ist.

KAPITEL VIII. — *Kontrolle und Strafmaßnahmen*

Art. 21. Der Minister bezeichnet innerhalb der Verwaltung die Beamten, die mit der Aufsicht und Kontrolle der Anwendung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses beauftragt sind.

Gegebenenfalls ersuchen sie das technische Gutachten anderer Generaldirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 22. Wenn das Unternehmen die vom Dekret, vom vorliegenden Erlaß oder von der Subventionsvereinbarung bestimmten Bedingungen nicht einhält, kann der Minister das Recht auf die Subvention ab dem Eingangsdatum des Einschreibebriefes aufheben, erlöschen oder widerrufen.

Vorher schickt die Verwaltung dem Unternehmen eine Mahnung per Einschreibebrief zu, durch welche es gebeten wird, seine Bemerkungen und Mittel innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Eingang des Einschreibebriefes mitzuteilen.

Auf ihre Anfrage hin können der Betriebsführer oder dessen Mandatsträger innerhalb der gleichen Frist angehört werden.

KAPITEL I. — *Schlußbestimmungen*

Art. 23. Das Dekret und der vorliegende Erlaß treten am 1. Oktober 1994 in Kraft.

Art. 24. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 2639

[C — 27549]

15 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (Forem);

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend is, rekening houdend met de huidige economische situatie, de door het bovenvermelde decreet ingestelde maatregelen in werking te stellen en het onontbeerlijk is de betrokken ondernemingen onverwijld in kennis te stellen van de genomen uitvoeringsmaatregelen om ze in staat te stellen hun ontwikkelingsprojecten af te werken en de bedoelde werklozen in de beste tijden aan te werven;

Overwegende dat het artikel 3, 3e lid, van het decreet de eis stelt dat de Regering haar gemotiveerde beslissing moet nemen uitsluitend op grond van de beginselen en doelstellingen van duurzame ontwikkeling of van het scheppen van werkgelegenheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van de artikelen 32.2., 32.4 en 32.7 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, deze zelfde criteria reeds toegepast heeft voor de uitsluiting van sommige bedrijfssectoren of -takken;

Overwegende dat het geboden is ernaar te verwijzen om coherent te blijven;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Beroepsopleiding en Tewerkstelling,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « het decreet », het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° « de Minister », de Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort;

3° « de Administratie », de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « de Forem », de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling);

5° « de NACE-code » : de code ingesteld bij de Verordening (E.E.G.) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de Verordening (E.E.G.) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993.

Art. 2. In de zin van artikel 2 van het decreet dient te worden verstaan onder :

1° « openbare bedrijven van handeling voor gemene rekening », de openbare investeringsmaatschappijen, met name de Nationale Investeringsmaatschappij, de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij), de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel-Hoofdstad en hun dochtermaatschappijen;

2° « risicodragende kapitaalvennootschappen », de investeringsmaatschappijen, die geïnvesteerde fondsen onder de vorm van eigen middelen of van zo goed als eigen middelen en onder meer onder de vorm van aandelen of van achtergestelde leningen, ongeacht het bedrag, ter beschikking van ondernemingen stellen;

3° « institutionele investeerders », de banken, verzekeringsmaatschappijen en beleggingsfondsen onder de voorwaarde dat zij niet meer dan 49 % van het maatschappelijk kapitaal van het in artikel 2 van het decreet bedoelde bedrijf houden.

HOOFDSTUK II. — *Uitgesloten ondernemingen*

Art. 3. Er dient te worden verstaan onder activiteiten die uitgesloten zijn krachtens het artikel 3, 2e lid, van het decreet :

- in punt 1 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 65.11 tot 70.32 van de NACE-code;
- in punt 2 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 10.10 tot 10.30, 11.10, 12.00, 23.30, 40.10 tot 40.30 en 41.00 van de NACE-code;
- in punt 3 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 80.10 tot 80.42 van de NACE-code, alsook elke onderneming waarvan de activiteit bestaat uit het verlenen van opleidingscursussen of het inrichten van werkcolleges, ongeacht hun aard;
- in punt 4 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 85.11 tot 85.32 van de NACE-code, alsook de laboratoria van medische analyse, de rusthuizen of rustoorden voor bejaarden en de paramedische beroepen zoals apotekersassistent, audiologie, diëtetiek, ergotherapie, medische prentenhandel, kinesiterapie en fysiotherapie, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, orthoptie, podologie en tandprothese;
- in punt 5 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 92.11 tot 92.72 van de NACE-code, uitgezonderd de pretparken, vakantie dorpen en uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden.

Art. 4. Worden bovendien uitgesloten van het voordeel van het decreet de activiteiten van dienstverlening aan de particulieren zoals :

- 1° de activiteiten van handelsbemiddeling bedoeld in klasse 51.11 tot 51.19 van de NACE-code, alsook de kleinhandel bedoeld in klassen 50.10 tot 50.50 en 52.11 tot 52.74 van de NACE-code, met uitzondering van de productie- en verwerkingsactiviteiten,
- 2° de groothandelsector, met uitzondering van de distributiecentra;
- 3° de kampeerterreinen, restaurants, drankgelegenheden, kantines bedoeld in klassen 55.21 tot 55.52 van de NACE-code;
- 4° de verhuur van roerende goederen bedoeld in klasse 71.10 tot 71.40 van de NACE-code;
- 5° de parkingsuitbatingsondernemingen;
- 6° de reisbureaus bedoeld in klasse 63.30 van de NACE-code;
- 7° het reizigersvervoer volgens een dienstregeling of niet, opgenomen in de klassen 60.21 tot 60.23 van de NACE-code;
- 8° de in klasse 93.01 tot 93.05 van de NACE-code opgenomen persoonlijke diensten en de in klasse 95.00 opgenomen huishoudelijke diensten, alsook de kleuterreches, de dierenpensies en al hetgeen betrekking heeft op huisdieren.

HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de toelage*

Art. 5. Voor de toepassing van het artikel 11 van het decreet is de jaarlijkse bezoldiging toegekend per functie de bezoldiging die toepasselijk is op de ambtenaren van de diensten van de Regering.

De in aanmerking komende jaarlijkse bezoldiging is die overeenstemt met de geldende weddesehaal op de dag van de indienstneming, weddeverhogingen inbegrepen. Voor de berekening van de beginwedge wordt er rekening gehouden met de geldelijke anciënniteit die door de werknemer verworven is in het kader van een ontwikkelingsproject.

Art. 6. De sociale bijdragen, die in de berekeningsbasis van de in artikel 11 van het decreet bedoelde toelage dienen te worden gevoegd, zijn de volgende :

- 1° de werkgeversbijdragen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;
- 2° de krachtens artikelen 103 tot 107 van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen ingevoerde hoofdelijke werkgeversbijdragen voor de tewerkstelling van onvrijwillig deeltijdse werknemers.

HOOFDSTUK IV. — *Behandeling van de aanvraag*

Art. 7. De onderneming dient haar aanvraag in in drie exemplaren bij de Administratie, bij middel van een formulier waarvan het model door de Minister vastgesteld wordt.

Art. 8. § 1. De aanvraag vermeldt onder meer :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager of de firma en de sociale zetel van de onderneming;
- 2° het bedrag van de omzet en het totaal van de balans van het boekjaar voor de aanvraag of, in voorkomend geval, zoals blijkt uit de laatste beschikbare jaarrekeningen;
- 3° het aantal bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven werknemers, omgerekend in voltijdse equivalenten en die door de onderneming in dienst genomen zijn op de dag van de aanvraag;
- 4° het nr. van de NACE-code dat overeenstemt met haar activiteitssector.

§ 2. De aanvraag bevat de beschrijving van het ontwikkelingsproject en vermeldt, onder meer, de beoogde doelstelling, de door de onderneming in te stellen menselijke, materiële en financiële middelen, het programma en de uitvoeringstermijnen, alsook de eventuele bijstand van een derde organisme.

§ 3. De aanvraag bepaalt en rechtvaardigt het aantal en de functie van de aan te werven werknemers.

§ 4. De aanvraag bevat de kostenraming van het project overeenkomstig het artikel 15 van het decreet.

Art. 9. Bij de aanvraag worden gevoegd, in drie exemplaren :

- 1° een kopie van de laatste beschikbare jaarrekeningen; zo de onderneming nog geen activiteitenboekjaar heeft, een kopie van de voorlopige begroting;
- 2° een kopie van de laatste aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of een getuigschrift van het sociaal secretariaat tot vaststelling van het aantal tewerkgestelde werknemers, berekend in voltijdse equivalenten;

3° een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat de onderneming voldoet aan de in artikel 4 van het decreet gestelde eisen en, in voorkomend geval, de kopie van de beslissing van de bevoegde administratie voor de toekenning van termijnen aan de onderneming.

Bovendien, indien de onderneming een rechtspersoon is, voegt zij de kopie van haar statuten erbij, alsook de wijzigende akten en, indien hieruit blijkt dat het kapitaal toebehoort voor meer dan 25 % aan een of meerdere ondernemingen, anders dan openbare bedrijven van handeling voor gemene rekening, risicodragend kapitaalvennootschappen of institutionele investeerders die geen controle uitoefenen, de laatste balans en de laatste resulta-

tenrekening van deze ondernemingen, het getuigschrift van hun sociaal secretariaat of, in voorkomend geval, de aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van het aantal tewerkgestelde werknemers, berekend in voltijdse equivalenten.

De onderneming kan bij haar dossier elke studie, analyse of elk plan voegen, die uitgevoerd werden door een derde organisme, namelijk inzake bijstand of consultatie en die bestemd zijn om het belang van het project te verklaren.

Art. 10. De aanvraag en de bijgevoegde stukken worden per aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de Administratie ingediend of neergelegd tegen receptis.

De datum van het ontvangstbewijs of van het receptis geldt als datum van de aanvraagindiening.

Art. 11. Indien de aanvraag of het dossier onvolledig zijn, laat de Administratie dit aan de onderneming binnen vijftien dagen weten en deelt haar mee dat de in artikel 13 bedoelde termijn onderbroken wordt tot de ontvangst van de door haar aangeduide ontbrekende stukken of inlichtingen.

De onderneming dient deze stukken en inlichtingen in op dezelfde manier dan de aanvraag.

Art. 12. Indien de Administratie oordeelt dat de raming van het project een omstandigere behandeling vraagt, wint zij het technisch advies in van diensten van de Administratie of van andere algemene directies van het Ministerie van het Waalse Gewest binnen twee weken na de indiending van de aanvraag.

Zij maakt een kopie van de aanvraag en van het dossier over; zij verwittigt de onderneming dezelfde dag.

Het technisch advies wordt binnen zes weken gegeven. Na deze termijn wordt het als gunstig geacht.

Art. 13. De Administratie maakt het dossier en haar verslag over aan de Minister binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag, of binnen drie maanden indien een technisch advies gevraagd werd.

Art. 14. De Minister maakt zijn beslissing bekend aan de Administratie, die ze gelijktijdig binnen vijftien dagen na haar ontvangst aan de centrale administratie van de Forem en aan de onderneming overmaakt.

HOOFDSTUK V. — *Indienstneming van werknemers*

Art. 15. De onderneming neemt de werknemers in dienst binnen zes maanden nadat de Administratie haar een beslissing heeft doen toekomen.

Bij gebreke hiervan verliest de onderneming het recht op de toelage.

Art. 16. § 1. De indienstneming van de werknemer kan in geen enkel geval plaatsvinden zonder de toestemming van de directeur van de subregionale directie waarvan de werknemers afhangen.

De Forem controleert of de werknemers over de geëiste titels beschikken en voldoen aan de voorwaarden van het artikel 6 en eventueel van het artikel 16 van het decreet.

§ 2. Na de indienstneming doet de onderneming een kopie van de arbeidsovereenkomst aan de Forem toekomen.

De Forem doet een kopie van de arbeidsovereenkomst en van de diploma's aan de Administratie toekomen.

Binnen de maand na de indienstneming gaat de Forem over tot de berekening van de gedetailleerde toelage voor elke werknemer en verstuurt de afrekening aan de Administratie en aan de onderneming.

Art. 17. Wanneer een werknemer vertrekt wordt dit onverwijld door de onderneming aan de Forem en aan de Administratie gemeld en voorziet zij in zijn vervanging, overeenkomstig artikel 16, binnen een termijn die niet langer dan drie maanden is.

Bij gebreke hiervan is het voordeel van de toelage verloren voor de functie van deze werknemer.

HOOFDSTUK VI. — *Uitbetaling van de toelage*

Art. 18. De onderneming doet aan de Forem een staat van verrichtingen toekomen, volgens het door de Forem vastgestelde model. Zij doet deze staat van verrichtingen toekomen binnen een termijn van drie maanden vanaf de door de werknemer gepresteerde maand op straffe van het verlies van het recht op de eraan verbonden toelage.

De Forem betaalt het deel van de toelage dat overeenstemt met de staat van verrichtingen binnen de maand van de ontvangst ervan.

Art. 19. Op het einde van elke kalendersemester die volgt op de indienstnemingsdatum van de eerste werknemer doet de onderneming een vorderingsstaat van het programma aan de Administratie toekomen.

HOOFDSTUK VII. — *Aanvraag om een aanvullende toelage*

Art. 20. De in artikel 12 van het decreet bedoelde aanvraag om een aanvullende toelage wordt ingediend tussen de zesde en de vierde maand voor het einde van het project.

De artikelen 7 tot 14 zijn toepasselijk op deze aanvraag.

De onderneming voegt bovendien bij de aanvraag :

- 1° de balans van het project;
- 2° een verslag met de redenen waarvoor het project niet binnen de voorziene termijn zal kunnen volbracht worden, waarom het geschikt is het voort te zetten en de noodzakelijkheid van de toelage om dat doel te bereiken.

HOOFDSTUK VIII. — *Toezicht en sancties*

Art. 21. De Minister stelt ambtenaren van de Administratie aan voor het toezicht op en de controle van de toepassing van het decreet en van dit besluit.

Indien nodig winnen zij het technisch advies in van andere algemene directies van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 22. Indien de onderneming de voorwaarden niet naleeft die door het decreet, dit besluit of door de toelageovereenkomst opgelegd zijn, kan de Minister het recht op de toelage schorsen, tenietdoen of intrekken vanaf de ontvangstdatum van de aangetekende brief.

Eerst stuurt de Administratie per aangetekend schrijven een aanmaning aan de onderneming, waarbij zij haar uitnodigt haar opmerkingen en middelen bekend te maken binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van de aangetekende brief.

Op hun verzoek kunnen de verantwoordelijke van de onderneming of zijn gevolmachtigde binnen hetzelfde termijn verhoord worden.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 23. Het decreet en dit besluit worden van kracht op 1 oktober 1994.

Art. 24. De Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2640

8 SEPTEMBER 1994. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot sluiting van de gewone zitting 1993-1994 van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 71, § 3,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 1993-1994 van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 20 oktober 1994.
Brussel, 8 september 1994.

Door het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Het lid bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
J. CHABERT

Het lid bevoegd voor Bijstand aan Personen,
D. GOSUIN

Het lid bevoegd voor Bijstand aan Personen,
D. GRIJP

Het lid bevoegd voor Gezondheidsbeleid,
D. HARMEL.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2640

8 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune clôturant la session ordinaire 1993-1994 de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment l'article 17, § 3,

Arrête :

Article 1er. La session ordinaire 1993-1994 de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 octobre 1994.
Bruxelles, le 8 septembre 1994.

Par le Collège réuni de la Commission communautaire commune :

Le membre compétent pour la Politique de la Santé,
J. CHABERT

Le membre compétent
pour la Politique de l'Aide aux Personnes,
D. GOSUIN

Le membre compétent
pour la Politique de l'Aide aux Personnes,
R. GRJP

Le membre compétent pour la Politique de la Santé,
D. HARMEL.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Gastoestellen. — Verbod tot het in de handel brengen

Een ministerieel besluit van 8 oktober 1994 genomen krachtens het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen verbiedt het in de handel brengen en het in gebruik nemen van hierna vermeld gastoestel :

Gaskachel van het merk Calvix, model Sparky, types ST, ST.K, ST.KM, 3.KM en 3.KC (PR/0007).

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Appareils à gaz. — Interdiction de mise sur le marché

Un arrêté ministériel du 6 octobre 1994 pris en vertu de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz, interdit la mise sur le marché et la mise en service de l'appareil à gaz ci-après :

Radiateur à gaz de marque Calvix, modèle Sparky, types ST, ST.K, ST.KM, 3.KM et 3.KC (PR/0007).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 23 september 1994 is Mevr. Decordier, C., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederegerecht van het tweede kanton Gent.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 23 septembre 1994, Mme Decordier, C., avocat, est nommée juge suppléant à la justice de paix du second canton de Gand.